

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203007]

4 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergie et la rénovation des logements;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 fixant les annexes pour chaque type de baux, la liste des travaux économiseurs d'énergie et la liste des personnes morales autorisées à pratiquer le bail glissant en exécution du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2018;

Vu le rapport du 3 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 30/2019 de l'Autorité de protection des données, donné le 6 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'Etat le 4 février 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19° à 22°*bis*, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Considérant l'avis des pôles "Energie" et "Logement", donnés le 20 septembre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et de la Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'Administration : le Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie;

2° l'audit : l'audit tel que défini à l'article 2, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3° l'auditeur : l'auditeur agréé conformément aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

4° le demandeur : la personne physique inscrite au registre de la population ou inscrite au registre des étrangers, qui est maître d'ouvrage des investissements conformément au présent arrêté;

5° l'enfant à charge : l'enfant pour lequel, à la date du plus récent enregistrement de rapport par l'auditeur, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées à un membre du ménage du demandeur ou qui est hébergé à tout le moins à titre égalitaire par le demandeur ou un membre de son ménage;

6° l'enregistrement : le dépôt du rapport d'audit ou du rapport de suivi de travaux par l'auditeur sur la base de données mise à leur disposition par l'Administration conformément à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

7° l'entrepreneur : la personne qui réalise et facture au demandeur les investissements éligibles en vertu du présent arrêté;

8° l'investissement : tout travail ou prestation éligible en vertu du présent arrêté et réalisé par un entrepreneur;

9° le kilowatt-heure (ci-après « kWh ») : l'unité de quantité d'énergie;

10° les Ministres : les Ministres qui ont le Logement et l'Energie dans leurs attributions;

11° le rapport d'audit : le rapport réalisé conformément à l'article 15, §§ 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

12° le rapport de suivi de travaux : le rapport réalisé conformément à l'article 15, §§ 2 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement et qui enclenche la liquidation de la prime relative aux investissements vérifiés;

13° le RGPD : le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE;

14° les revenus imposables globalement : les revenus afférents à l'avant-dernière année complète précédant la date du plus récent enregistrement du rapport d'audit ou du rapport de suivi de travaux par l'auditeur tels qu'ils apparaissent sur le ou les avertissements-extraits de rôle du ménage ou son équivalent étranger.

CHAPITRE II. — *Primes aux rapports d'audit, de suivi des travaux et aux investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ou d'un bâtiment dont la vocation initiale n'est pas résidentielle mais dans lequel sont effectués des travaux afin d'y créer un ou plusieurs logements*

Section 1. — Champ d'application

Art. 2. Le présent arrêté déroge au chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2007 déterminant les critères minimaux de salubrité, les critères de surpeuplement et portant les définitions visées à l'article 1^{er}, 19^o à 22^{o bis}, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable.

Art. 3. § 1^{er}. Les primes visées par le présent arrêté sont réservées au demandeur, âgé de dix-huit ans au moins ou mineur émancipé qui :

1^o est titulaire d'un droit réel sur le logement ou le bâtiment dont la vocation initiale n'est pas résidentielle mais dans lequel sont effectués des travaux afin d'y créer un ou plusieurs logements, objet de la demande de primes;

2^o remplit ou s'engage à remplir, au plus tard dans les vingt-quatre mois prenant cours à la date d'enregistrement du premier rapport de suivi de travaux une des conditions suivantes :

a) occuper le logement à titre de résidence principale, pendant une durée minimale de cinq ans;

b) mettre le logement à la disposition d'une agence immobilière sociale, d'une Société de logement de service public, ou de tout autre organisme désigné par le Ministre du Logement, par un mandat de gestion pour une durée minimale de neuf ans;

c) mettre gratuitement et à titre de résidence principale, la totalité du logement à la disposition d'un parent ou allié jusqu'au deuxième degré inclusivement pendant une durée minimale d'un an;

d) mettre le logement en location par un bail enregistré, dans le respect de la grille indicative des loyers arrêtée en vertu de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, pendant une durée minimale de cinq ans.

§ 2. Les conditions fixées au paragraphe 1^{er}, 2^o, ne s'appliquent pas au demandeur qui sollicite une prime pour un rapport d'audit uniquement.

Art. 4. § 1^{er}. Aux conditions prévues par le présent arrêté et dans la limite des crédits disponibles, il est octroyé des primes pour la réalisation d'un rapport d'audit, la réalisation des rapports de suivi des travaux et des investissements poursuivant un objectif d'économie d'énergie ou de rénovation tels qu'ils sont hiérarchisés dans le rapport d'audit ou le rapport de suivi de travaux.

§ 2. Le logement ou le bâtiment dont la vocation initiale n'est pas résidentielle mais dans lequel sont effectués des travaux afin d'y créer un ou plusieurs logements faisant l'objet d'un audit ou d'investissements pour lesquels la Région octroie une prime est âgé de plus quinze ans à dater de l'enregistrement du rapport d'audit, se situe en Région wallonne et est destiné principalement à du logement.

§ 3. Pour le même investissement, la prime octroyée en vertu du présent arrêté ne peut être cumulée avec aucune autre aide octroyée par la Région wallonne.

§ 4. Sauf disposition contraire, les investissements dans leur ensemble sont réalisés par un entrepreneur, inscrit à la Banque-Carrefour des Entreprises.

Si le Gouvernement crée et fixe les modalités d'octroi d'un label aux entrepreneurs, les investissements éligibles dans leur ensemble sont réalisés par un entrepreneur labellisé. Le présent alinéa ne s'applique pas à l'auditeur.

Section 2. — Investissements et rapports éligibles

Art. 5. Sont éligibles à l'octroi d'une prime les rapports et investissements énumérés en annexe.

Art. 6. § 1^{er}. La réalisation d'un rapport d'audit est obligatoire et préalable à la réalisation des investissements, lesquels peuvent faire l'objet d'une demande de primes uniquement après l'enregistrement d'un rapport de suivi de travaux destiné à vérifier l'exécution des investissements obligatoires et le respect de la hiérarchie établie dans le rapport d'audit.

§ 2. Les investissements sont réalisés dans les sept ans de l'enregistrement du rapport d'audit.

Les rapports de suivi de travaux correspondants sont enregistrés dans les huit ans de l'enregistrement du rapport d'audit.

§ 3. Le demandeur propriétaire d'un logement mis en location dans les sept ans suivant la date de l'enregistrement du rapport d'audit respecte la grille indicative des loyers arrêtée en vertu de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.

§ 4. Les Ministres fixent les exigences minimales de sécurité, d'étanchéité et de stabilité auxquelles doit satisfaire le logement objet de primes et ils déterminent les conditions techniques que doivent respecter les investissements éligibles, sans préjudice des critères déterminés dans l'annexe.

Section 3. — Détermination du montant de la prime

Art. 7. § 1^{er}. Les Ministres déterminent :

1^o les montants de base de chaque prime calculés en fonction des kWh économisés ou sur une base forfaitaire indépendamment des revenus du ménage du demandeur;

2^o le montant de la majoration en fonction des matériaux ou de la technique utilisés.

§ 2. Les revenus imposables globalement du ménage du demandeur, déterminés au paragraphe 3, entrent dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie de revenus	Revenus tels que prévus au paragraphe 3
R1	≤23.000 EUR
R2	entre 23.000,01 et 32.700 EUR
R3	entre 32.700,01 et 43.200 EUR
R4	entre 43.200,01 et 97.700 EUR
R5	> 97.700 EUR

Les montants définissant les catégories de revenus sont indexés conformément aux modalités d'indexation prévues à l'article 203 du Code wallon du logement et de l'habitat durable.

§ 3. Pour la détermination des revenus visés au paragraphe 2 :

1° sont pris en considération tous les revenus imposables globalement du ménage du demandeur et des personnes avec lesquelles il vit habituellement, unies ou non par des liens de parenté, à l'exclusion des ascendants et des descendants et des collatéraux au second degré du demandeur sur la base de la composition de ménage;

2° une somme de 5.000 euros est déduite par enfant à charge, au sens du présent arrêté.

Dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, 2°, est considéré comme enfant à charge supplémentaire :

1° toute personne du ménage du demandeur reconnue comme personne en situation de handicap;

2° toute personne reconnue comme personne en situation de handicap, en cours de domiciliation dans le logement du demandeur et disposant d'un lien de parenté allant jusqu'au troisième degré avec l'une des personnes composant le ménage du demandeur;

3° l'enfant à charge reconnu comme personne en situation de handicap ou pour lequel des allocations familiales d'orphelin sont perçues par le demandeur ou un membre de son ménage;

4° l'enfant à naître, c'est-à-dire l'enfant conçu depuis au moins nonante jours à la date du plus récent enregistrement de rapport par l'auditeur;

5° le parent du demandeur jusqu'au troisième degré, domicilié ou en cours de domiciliation dans le logement du demandeur, ou la personne avec qui ce parent est marié, a été marié, vit habituellement ou a vécu pour autant que l'une de ces personnes soit âgée d'au moins 60 ans.

Est reconnue comme personne en situation de handicap la personne mineure ou majeure présentant une limitation importante de ses capacités d'intégration sociale ou professionnelle suite à une altération de ses facultés mentales, sensorielles ou physiques, conformément à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2000 définissant la notion de personne en situation de handicap au sens de l'article 1^{er}, 33°, du Code wallon du Logement.

§ 4. Les montants de base de chaque prime, déterminés conformément aux paragraphes 1^{er} à 3, sont multipliés par le coefficient suivant :

1° pour la catégorie de revenus R1 : 6,00;

2° pour la catégorie de revenus R2 : 4,00;

3° pour la catégorie de revenus R3 : 3,00;

4° pour la catégorie de revenus R4 : 2,00;

5° pour la catégorie de revenus R5 : 1,00.

§ 5. Le montant de la prime octroyée pour la réalisation des investissements poursuivant un objectif d'économie d'énergie ou de rénovation ne peut en aucun cas excéder septante pourcent T.V.A.C. du montant des factures relatives à ces investissements.

Section 4. — Procédure pour l'introduction d'une demande de primes pour la réalisation d'un rapport d'audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements

Art. 8. § 1^{er}. Avant la réalisation des investissements, le demandeur sollicite le passage de l'auditeur afin de réaliser un rapport d'audit.

§ 2. Après avoir réalisé les investissements d'un bouquet de travaux tel que défini à l'article 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement respectant la hiérarchie fixée dans le rapport d'audit, le demandeur sollicite de l'auditeur ou de l'Administration la réalisation d'un rapport de suivi de travaux conformément à l'article 15, §§ 2 et 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement.

Un rapport de suivi de travaux ne peut être réalisé par l'Administration que dans l'hypothèse où la hiérarchie des bouquets de travaux et les caractéristiques des travaux prévus dans le rapport d'audit ne doivent pas être modifiées en vertu de l'article 5, § 3, 2° et 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement.

Art. 9. Le demandeur introduit auprès de l'Administration une demande complète de primes dans les quatre mois de l'enregistrement du rapport d'audit prévu à l'article 8, § 1^{er}. La demande de primes couvre :

1° le rapport d'audit;

2° les rapports de suivi de travaux;

3° les investissements éligibles repris dans le rapport d'audit.

Art. 10. § 1^{er}. Pour être considérée comme complète, la demande de primes visée à l'article 9 est constituée :

1° du formulaire disponible auprès de l'Administration et de ses annexes dûment complétés;

2° d'une copie de la facture du rapport d'audit;

3° d'une déclaration sur l'honneur signée par le demandeur attestant que :

a) il respecte et s'engage à respecter les conditions prévues à l'article 3;

b) les investissements faisant l'objet de la demande de prime sont réalisés dans le respect des règles en matière d'urbanisme;

c) en cas de mise en location dans les sept ans suivant la date de l'enregistrement du rapport d'audit, il s'engage à respecter la grille indicative des loyers arrêtée en vertu de l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation;

4° d'une information donnée au demandeur concernant la collecte directe auprès de sources authentiques d'autres Administrations ou organismes des données nécessaires à l'examen de sa demande.

§ 2. Pour être considérée comme complète et bénéficiaire du coefficient multiplicateur prévu à l'article 7, § 4, la demande prévue à l'article 9 contient complémentaiement aux éléments visés au paragraphe 1^{er} :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur à la date du plus récent enregistrement de rapport par l'auditeur;

2° pour chaque personne du ménage, à l'exclusion des ascendants et descendants et des collatéraux au second degré du demandeur, faisant une déclaration à l'impôt des personnes physiques, une copie de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus de l'avant-dernière année complète précédant la date du plus récent enregistrement de rapport par l'auditeur ou à défaut tout autre document probant permettant de déterminer les revenus;

3° une attestation ou les attestations relatives aux allocations familiales perçues par le ménage, dûment complétées, en ce compris par les mentions nécessaires au bénéfice de l'application de l'article 7, § 3, par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent;

4° une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale datée de moins de deux mois établissant la qualité de personne en situation de handicap conformément à l'article 7, § 3, alinéa 3, et précisant le taux de handicap reconnu;

5° le jugement ou la convention établissant l'hébergement égalitaire de l'enfant visé à l'article 1^{er}, 5°;

6° une attestation médicale établissant la conception de l'enfant visé à l'article 7, § 3, alinéa 2, 4°, depuis au moins nonante jours à la date du plus récent enregistrement de rapport par l'auditeur.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, de façon à permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun.

§ 3. Après l'introduction d'une demande de primes complète telle que fixée à l'article 9, l'enregistrement du rapport d'audit prévu à l'article 8, § 1^{er}, entraîne la demande de liquidation de la prime relative au rapport d'audit.

§ 4. Après l'introduction d'une demande de primes telle que fixée au paragraphe 1^{er}, l'enregistrement du rapport de suivi de travaux prévu à l'article 8, § 2, permet la liquidation des primes relatives au rapport de suivi de travaux et aux investissements vérifiés dans ledit rapport si :

1° le demandeur actualise les données visées aux paragraphes 1^{er} et 2 à la date de l'enregistrement du rapport de suivi de travaux;

2° le demandeur produit les factures relatives aux investissements pour lesquels une prime est demandée.

§ 5. Sauf impossibilité technique ou organisationnelle, l'Administration collecte directement les données relatives aux allocations familiales auprès des Caisses d'allocations familiales, les données relatives aux revenus auprès du SPF Finances, les données relatives à la composition de ménage auprès du SPF Intérieur et les données relatives au handicap auprès du SPF Sécurité sociale. En cas d'impossibilité technique ou organisationnelle, l'Administration réclame ces informations auprès du demandeur.

Art. 11. § 1^{er}. L'Administration adresse au demandeur un accusé de réception de la demande de primes dans les quinze jours de la date de la réception de la demande de primes prévue à l'article 9 et de la demande de liquidation prévue à l'article 10, § 4, dans les quinze jours de la date de l'enregistrement du rapport de suivi.

§ 2. A dater de la réception d'une demande complète, l'Administration dispose de soixante jours pour notifier sa décision au demandeur.

§ 3. Si la demande n'est pas complète, l'Administration sollicite les compléments dans les soixante jours de l'accusé de réception visé au paragraphe 1^{er}. Le demandeur dispose, pour transmettre l'ensemble des documents sollicités, d'un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de la réception de la demande de compléments adressée par l'Administration.

§ 4. Le défaut de transmission des documents demandés par l'Administration dans le délai prescrit au paragraphe 3 entraîne le rejet de la demande.

CHAPITRE III. — *Recours*

Art. 12. § 1^{er}. Le demandeur dispose d'un délai de trente jours à dater de la notification de la décision pour introduire un recours contre le refus de la demande ou contre le montant de la prime, auprès de l'Administration par un envoi recommandé.

L'Administration adresse au demandeur un accusé de réception du recours dans les quinze jours de la date de la réception du recours.

§ 2. Dans les soixante jours suivant l'accusé de réception, l'Administration invite le demandeur à fournir toutes les pièces et éléments justificatifs qu'elle identifie comme nécessaires au réexamen de la demande. À défaut de fourniture des éléments réclamés dans un délai de soixante jours, la décision initiale est confirmée.

§ 3. L'Administration statue dans les trois mois de la réception de l'ensemble des éléments nécessaires au réexamen de la demande.

§ 4. En cas de contrôle prévu à l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, le délai visé au paragraphe 3 est suspendu.

§ 5. Le défaut de notification de la décision au demandeur, dans le délai visé au paragraphe 3, est assimilé à une décision d'octroi de la prime.

CHAPITRE IV. — *Contrôle*

Art. 13. L'Administration dispose d'un délai de cinq ans, prenant cours le lendemain de la mise en liquidation du montant de la prime, pour vérifier la conformité de la demande aux conditions d'octroi visées au présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Protection des données*

Art. 14. L'Administration et l'auditeur sont, chacun pour ce qui le concerne, les responsables du traitement au sens du RGPD pour le traitement des données à caractère personnel nécessaires dans le cadre de l'octroi des primes, à savoir la réalisation d'un audit, des rapports de suivi de travaux, la vérification de la conformité de la demande aux conditions d'octroi, l'octroi de la prime et le cas échéant, la récupération des primes indûment liquidées.

Art. 15. Les données obtenues par les responsables du traitement ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité pour laquelle elles sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement visés à l'article 14 et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 16. Les responsables du traitement mentionnés à l'article 14 prennent les mesures nécessaires selon les règles de l'art pour que toutes les données à caractère personnel résultant des documents collectés soient conservées ou échangées de manière sécurisée, tant physiquement que dans le domaine informatique, dans le cadre de l'application du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 17. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 fixant les annexes pour chaque type de baux, la liste des travaux économiseurs d'énergie et la liste des personnes morales autorisées à pratiquer le bail glissant en exécution du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, les mots « travaux éligibles à l'octroi d'une prime au sens de l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergie et la rénovation des logements » sont remplacés par les mots « investissement éligibles à l'octroi d'une prime au sens de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ».

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 janvier 2018, est abrogé.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2015 instaurant un régime de primes aux particuliers favorisant les économies d'énergies et la rénovation des logements reste toutefois d'application pour les demandeurs ayant introduit un avertissement préalable conformément à son article 16 avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les demandeurs peuvent solliciter l'application du présent arrêté si la facture des investissements repris dans l'avertissement préalable est postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté et s'ils satisfont aux conditions du présent arrêté.

Les demandeurs ayant introduit, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, un avertissement préalable relatif à la réalisation d'un audit énergétique peuvent solliciter la prime relative à cet investissement s'ils réalisent un audit conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement après l'entrée en vigueur dudit arrêté.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2019 et s'applique à toute demande de primes relative à un rapport d'audit, un rapport de suivi de travaux et à des investissements postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 21. le Ministre de l'Energie et la Ministre du Logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

Annexe

Rapports et investissements éligibles à l'octroi d'une prime :

- 1° le rapport d'audit;
- 2° le rapport de suivi de travaux;
- 3° les travaux de toiture :
 - a) le remplacement de la couverture de la toiture;
 - b) l'appropriation de la charpente;
 - c) le remplacement d'un dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales, à l'exception des dispositifs de stockage;
- 4° les travaux visant à assécher, stabiliser ou rendre salubre les murs et le sol :
 - a) l'assèchement des murs en vue de régler les défauts d'étanchéité suivants :
 - (1) infiltration (murs extérieur);
 - (2) humidité ascensionnelle (pied de mur);
 - b) le renforcement des murs extérieurs instables, ou la démolition et la reconstruction totale de ces murs;
 - c) le remplacement des supports (gîtage, hourdis, etc.) des aires de circulation d'un ou plusieurs locaux, en ce compris le remplacement des aires de circulation et des sous-couches, ainsi que des plinthes, induit par les travaux de remplacement;
 - d) les travaux de nature à éliminer la mэрule ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement ou traitement des éléments immeubles attaqués;
 - e) les travaux de nature à éliminer le radon conseillés dans les rapports rédigés par les autorités compétentes;
- 5° l'appropriation de l'installation électrique et de gaz;
- 6° l'isolation thermique du toit ou des combles en contact avec un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel;
- 7° l'isolation thermique des murs en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel;
- 8° l'isolation thermique du sol ou des planchers en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé, qui n'est pas à l'abri du gel, en ce compris le remplacement des aires de circulation et des sous-couches, ainsi que des plinthes, induit par les travaux d'isolation;
- 9° le remplacement des menuiseries ou des vitrages en contact avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel;
- 10° l'installation d'un des systèmes de chauffage ou d'eau chaude sanitaire suivants :
 - a) pompe à chaleur pour l'eau chaude sanitaire;
 - b) pompe à chaleur pour le chauffage ou combinée;
 - c) chaudière biomasse;
 - d) chauffe-eau solaire;
 - e) poêle biomasse local;
- 11° l'installation d'un des systèmes de ventilation suivants :
 - a) système de ventilation simple flux;
 - b) système de ventilation mécanique double flux avec récupération de chaleur;
- 12° l'augmentation de l'étanchéité à l'air;
- 13° l'augmentation des rendements de production, de distribution, de stockage, d'émission et de régulation des installations de chauffage, à l'exception du remplacement, du réglage ou de l'entretien des appareils à combustible liquide ou gazeux et de leurs organes de combustion;

14° l'augmentation des rendements de production, de distribution, de stockage et de régulation des installations d'eau chaude sanitaire, à l'exception du remplacement, du réglage ou de l'entretien des producteurs, autonomes ou combinés, à combustible liquide ou gazeux et de leurs organes de combustion.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation des logements.

Namur, le 4 avril 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203007]

4. APRIL 2019. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018, durch den für jeden Mietvertragstyp die Anhänge festgelegt werden, sowie die Liste der Arbeiten zur Energieeinsparung und die Liste der juristischen Personen, denen erlaubt wird, in Ausführung des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag den gleitenden Mietvertrag anzuwenden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2004 über das Audit einer Wohnung;

Aufgrund des am 3. Juli 2018 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 12. Juli 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 3. Juli 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 6. Februar 2019 abgegebenen Gutachtens Nr. 30/2019 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 4. Februar 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Abgabe dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19° bis 22° bis des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Definitionen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

In Erwägung der am 20. September 2018 abgegebenen Stellungnahmen der Ressorte « Energie » und "Wohnungswesen";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und der Ministerin für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° die Verwaltung: der öffentliche Dienst der Wallonie Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie;

2° das Audit: das Audit im Sinne von Artikel 2 Ziffer 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung;

3° der Auditor: der gemäß den Anforderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung zugelassene Auditor;

4° der Antragsteller: die in dem Bevölkerungsregister oder Fremdenregister eingetragene natürliche Person, die gemäß dem vorliegenden Erlass Bauherr der Investitionen ist;

5° das unterhaltsberechtigzte Kind: das Kind, für welches am Tag der letzten Registrierung des Berichts durch den Auditor, einem Mitglied des antragstellenden Haushalts Kinderzulagen oder Waisengeld gewährt werden bzw. wird, oder das Kind, das von dem Antragsteller oder ein Mitglied seines Haushalts mindestens im gleichen Verhältnis untergebracht wird;

6° die Registrierung: die Speicherung des Auditberichts oder des Berichts über die Überwachung der Arbeiten durch den Auditor in die Datenbank, die ihnen gemäß Artikel 8 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird;

7° der Unternehmer: Die Person, die die aufgrund des vorliegenden Erlasses förderfähigen Investitionen tätigt und sie dem Antragsteller in Rechnung stellt;

8° die Investition: jede aufgrund des vorliegenden Erlasses förderfähige Arbeit oder Dienstleistung, die von einem Unternehmer getätigt wird;

9° die Kilowattstunde (nachstehend "kWh" genannt): die Energieeinheit;

10° die Minister: die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und das Wohnungswesen gehören;

11° der Auditbericht: der gemäß Artikel 15 §§ 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung erstellte Bericht;

12° der Bericht über die Überwachung der Arbeiten: der gemäß Artikel 15 §§ 2 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung erstellte Bericht, der die Auszahlung der Prämie für die überprüften Investitionen auslöst;

13° die DSGVO: die europäische Verordnung 2016/679 vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG;

14° das global steuerpflichtige Einkommen: das Einkommen des vollständigen vorletzten Jahres vor dem Datum der letzten Registrierung des Auditberichts oder des Berichts über die Überwachung der Arbeiten durch den Auditor, so wie es auf dem Steuerbescheid der Heberolle oder auf der ausländischen gleichgestellten Bescheinigung erscheint.

KAPITEL II — Prämie für Auditberichte, Berichte über die Überwachung der Arbeiten und für Investitionen zur Energieeinsparungen sowie zur Renovierung einer Wohnung oder eines Gebäudes, das ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt war, in dem aber Arbeiten zur Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen durchgeführt werden.

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 2. Der vorliegende Erlass bildet eine Abweichung von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. August 2007 zur Festlegung der Mindestkriterien der gesundheitlichen Zuträglichkeit, der Kriterien der Überbelegung und zur Bestimmung der in Artikel 1, 19° bis 22° des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches erwähnten Definitionen.

Art. 3. § 1. Die von dem vorliegenden Erlass betroffenen Prämien sind dem Antragsteller, der mindestens achtzehn Jahre alt oder für mündig erklärter Minderjähriger ist, vorbehalten, und der:

1° Inhaber eines dinglichen Rechts an der Wohnung oder an dem Gebäude, das ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt war, in dem aber Arbeiten zwecks der Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen, die Gegenstand des Prämienantrags sind, durchgeführt werden.

2° innerhalb von vierundzwanzig Monaten ab dem Tag der Registrierung des ersten Berichts über die Überwachung der Arbeiten eine der folgenden Bedingungen erfüllt:

a) die Wohnung während eines Mindestzeitraums von 5 Jahren als Hauptwohntort benutzen;

b) die Wohnung einer Agentur für soziale Wohnungen, einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes oder jeglicher sonstigen von dem Minister für Wohnungswesen bestimmten Einrichtung durch ein Verwaltungsmandat für eine Mindestdauer von neun Jahren zur Verfügung stellen;

c) für eine Mindestdauer von einem Jahr einem Verwandten oder Verschwägerten bis zum 2. Grad einschließlich die ganze Wohnung als Hauptwohntort kostenlos zur Verfügung stellen;

d) die Wohnung während einer Dauer von mindestens fünf Jahren unter Einhaltung der aufgrund von Artikel 89 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag festgesetzten informativen Mietpreistabelle durch einen registrierten Mietvertrag zu Miete freigeben.

§ 2. Die in Paragraph 1 Ziffer 2° festgesetzten Bedingungen finden keine Anwendung auf den Antragsteller, der nur eine Prämie für einen Auditbericht beantragt.

Art. 4. § 1. Unter den in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen und innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel, werden zur Durchführung eines Auditberichts, zur Durchführung der Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zwecks der Energieeinsparung oder zwecks einer Renovierung, so wie sie in dem Auditbericht oder in dem Bericht über die Überwachung der Arbeiten hierarchisiert werden, Prämien gewährt.

§ 2. Die Wohnung oder das Gebäude, das ursprünglich nicht zu Wohnzwecken bestimmt war, in dem aber Arbeiten zwecks der Schaffung einer oder mehrerer Wohnungen durchgeführt werden, die Gegenstand eines Audits oder von Investitionen sind, für welche die Region eine Prämie gewährt, ist ab der Registrierung des Auditberichts älter als fünfzehn Jahre, in der Wallonischen Region gelegen und hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt.

§ 3. Für dieselbe Investition kann die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährte Prämie mit einer anderen von der Wallonischen Region gewährten Beihilfe nicht kumuliert werden.

§ 4. Außer bei anderslautender Bestimmung werden die gesamten Investitionen von einem in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragenen Unternehmer durchgeführt.

Wenn die Regierung ein Gütezeichen für Unternehmer schafft und die Modalitäten für dessen Gewährung festsetzt, werden die gesamten förderfähigen Investitionen von einem Unternehmer, der Inhaber eines solchen Gütezeichens ist, durchgeführt. Der vorliegende Absatz findet keine Anwendung auf den Auditor.

Abschnitt 2 — Förderfähige Investitionen und Berichte

Art. 5. Für die in dem Anhang aufgeführten Berichte und Investitionen kann eine Prämie gewährt werden.

Art. 6. § 1. Die Erstellung eines Auditberichts ist obligatorisch und erfolgt vor der Tätigkeit der Investitionen. Diese können erst nach Registrierung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten, der zur Überprüfung der Tätigkeit der obligatorischen Investitionen und der Beachtung der in dem Auditbericht festgelegten Hierarchie bestimmt ist, Gegenstand eines Prämienantrags sein.

§ 2. Die Investitionen werden innerhalb von sieben Jahren nach der Registrierung des Auditberichts getätigt.

Die Berichte über die Überwachung der Arbeiten werden innerhalb von acht Jahren nach der Registrierung des Auditberichts registriert.

§ 3. Der Antragsteller, der Eigentümer einer innerhalb von sieben Jahren nach dem Datum der Registrierung des Auditberichts zu Miete freigegebenen Wohnung ist, beachtet die aufgrund von Artikel 89 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag festgelegte informative Mietpreistabelle.

§ 4. Die Minister legen die Mindestanforderungen hinsichtlich der Sicherheit, der Dichtigkeit und der Standsicherheit fest, denen die Wohnung Gegenstand von Prämien genügen muss, und sie bestimmen die technischen Bedingungen, die die förderfähigen Investitionen erfüllen müssen, unbeschadet der in dem Anhang bestimmten Kriterien.

Abschnitt 3 — Bestimmung des Prämienbetrags

Art. 7. § 1. Die Minister bestimmen:

1° die Grundbeträge jeder Prämie, die je nach den eingesparten kWh oder auf einer Pauschalgrundlage, unabhängig des Einkommens des Haushalts des Antragstellers, berechnet werden;

2° den Betrag der Erhöhung je nach den verwendeten Materialien oder der verwendeten Technik.

§ 2. Das global steuerpflichtige Einkommen des Haushalts des Antragstellers, die in Paragraph 3 bestimmt werden, gehören einer der folgenden Kategorien:

Einkommenskategorie	Einkommen nach Paragraph 3
R1	≤ 23.000 EUR
R2	zwischen 23.000,01 und 32.700 EUR
R3	zwischen 32.700,01 und 43.200 EUR
R4	zwischen 43.200,01 und 97.700 EUR
R5	> 97.700 EUR

Die Beträge, die die Einkommenskategorien bestimmen, werden gemäß den in Artikel 203 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse vorgesehenen Indexierungsmodalitäten indiziert.

§ 3. Zur Bestimmung des Einkommens nach Paragraph 2:

1° wird das Gesamteinkommen des Haushalts des Antragstellers und der verwandten oder nicht verwandten Personen, mit denen er gewöhnlich lebt, mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Verwandten im zweiten Grad in der Seitenlinie, aufgrund der Haushaltszusammensetzung berücksichtigt;

2° wird ein Betrag von 5.000 Euro je unterhaltsberechtigtes Kind im Sinne des vorliegenden Erlasses abgezogen. In dem in Absatz 1 Ziffer 2° erwähnten Fall gilt als zusätzliches unterhaltsberechtigtes Kind:

1° jede Person des Haushalts des Antragstellers, die als Person mit Behinderung anerkannt ist;

2° jede als Person mit Behinderung anerkannte Person, die das Verfahren zur Wahl der Wohnung des Antragstellers als Wohnsitz eingeleitet hat und die mit einer der Personen, die dem Haushalt des Antragstellers gehören, bis zum dritten Grad verwandt ist;

3° das unterhaltsberechtigtes Kind, das als Person mit Behinderung anerkannt ist, und für welches Waisengeld von dem Antragsteller oder einem Mitglied seines Haushalts bezogen wird;

4° das zukünftige Kind, d.h. das Kind, das am Tag, an dem der Auditor einen Bericht zum letzten Mal registriert hat, seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird;

5° der Verwandte des Antragstellers bis zum dritten Grad, der seinen Wohnsitz in der Wohnung des Antragstellers hat oder dessen Wahl dieser Wohnung als Wohnsitz gerade stattfindet, oder die Person, mit der dieser Verwandte verheiratet ist, gewesen ist, gewöhnlich lebt oder gelebt hat, vorausgesetzt, dass eine dieser Person mindestens 60 Jahre alt ist.

Als Person mit Behinderung gilt die minderjährige oder mehrjährige Person, die nach Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. September 2000 zur Bestimmung des Begriffs von behinderter Person im Sinne des Artikels 1, 33°, des Wallonischen Wohngesetzbuches eine erhebliche Begrenzung ihrer sozialen oder beruflichen Eingliederungsfähigkeiten infolge einer Verminderung ihrer geistigen, sensorischen oder physischen Fähigkeiten aufweist.

§ 4. Die gemäß den Paragraphen 1 bis 3 bestimmten Grundbeträge jeder Prämie werden mit dem folgenden Koeffizienten multipliziert:

1° für die Einkommenskategorie R1: 6,00;

2° für die Einkommenskategorie R2: 4,00;

3° für die Einkommenskategorie R3: 3,00;

4° für die Einkommenskategorie R4: 2,00;

5° für die Einkommenskategorie R5: 1,00.

§ 5. Der Betrag der Prämie, die zur Durchführung der Investitionen zwecks der Energieeinsparung oder der Renovierung gewährt wird, darf in keinem Fall sieben Prozent einschließlich MwSt. des Betrags der Rechnungen für diese Investitionen überschreiten.

Abschnitt 4 — Verfahren zur Einreichung eines Prämienantrags für die Erstellung eines Auditberichts, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen

Art. 8. § 1. Vor der Durchführung der Investitionen beantragt der Antragsteller den Besuch des Auditors zur Erstellung eines Auditberichts.

§ 2. Nach Tätigung der Investitionen eines Pakets von Arbeiten im Sinne von Artikel 2 Ziffer 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung unter Einhaltung der in dem Auditbericht festgesetzten Hierarchie beantragt der Antragsteller, dass der Auditor oder die Verwaltung einen Bericht über die Überwachung der Arbeiten nach Artikel 15 §§ 2 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung erstellt.

Ein Bericht über die Überwachung der Arbeiten kann von der Verwaltung nur erstellt werden, wenn die Hierarchie der Pakete von Arbeiten und die Merkmale der in dem Auditbericht vorgesehenen Arbeiten aufgrund von Artikel 5 § 3 Ziffer 2° und 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung nicht verändert werden müssen.

Art. 9. Der Antragsteller reicht bei der Verwaltung einen vollständigen Prämienantrag innerhalb von vier Monaten nach der in Artikel 8 § 1 vorgesehenen Registrierung des Auditberichts ein. Der Prämienantrag deckt:

- 1° den Auditbericht;
- 2° die Berichte über die Überwachung der Arbeiten;
- 3° die in dem Auditbericht aufgenommenen förderfähigen Investitionen.

Art. 10. § 1. Um als vollständig betrachtet zu werden, setzt sich der in Artikel 9 erwähnte Prämienantrag zusammen aus:

- 1° dem bei der Verwaltung verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;
- 2° einer Kopie der Rechnung des Auditberichts;
- 3° einer von dem Antragsteller unterzeichneten Erklärung auf Ehrenwort zur Bescheinigung, dass:
 - a) er die in Artikel 3 vorgesehenen Bedingungen erfüllt und sich verpflichtet, sie zu erfüllen;
 - b) die Investitionen, die Gegenstand des Prämienantrags sind, unter Beachtung der städtebaulichen Regeln getätigt werden;
 - c) er, wenn die Wohnung innerhalb von sieben Jahren nach dem Datum der Registrierung des Auditberichts zu Miete freigegeben wird, die aufgrund von Artikel 89 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag festgelegte informative Mietpreistabelle beachtet.
- 4° einer dem Antragsteller gegebenen Information bezüglich der direkten Sammlung bei authentischen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen der zur Untersuchung seines Antrags notwendigen Daten.

§ 2. Um als vollständig zu gelten und den in Artikel 7 § 4 vorgesehenen Multiplikator anwenden zu können, enthält der in Artikel 9 vorgesehene Antrag zusätzlich zu den in Paragraph 1 erwähnten Elementen:

- 1° einen Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung am Tag der neusten Registrierung eines Berichts von dem Auditor;
- 2° für jede Person des Haushalts, mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Seitenverwandten im zweiten Grad des Antragstellers, die einer Erklärung der Einkommensteuer der natürlichen Personen unterliegt, eine Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen des vorletzten vollständigen Jahres vor dem Datum der neusten Registrierung eines Berichts von dem Auditor oder mangels dessen jedes andere Belegstück zum Nachweis des Einkommens;
- 3° die Bescheinigung(en) betreffend die vom Haushalt bezogenen Kinderzulagen, welche von der Kinderzulagenkasse, von der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder von jeder sonstigen zuständigen Stelle ordnungsgemäß ausgefüllt sein müssen, d.h. einschließlich der notwendigen Angaben für den Anspruch auf die Anwendung von Artikel 7 § 3;
- 4° eine vor weniger als zwei Monaten erstellte Behindertenbescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit gemäß Artikel 7 § 3 Absatz 3, aus der der anerkannte Grad der Behinderung hervorgeht;
- 5° das Urteil oder das Übereinkommen, durch welches die aufgeteilte Unterbringung des Kindes nach Artikel 1 Ziffer 5° festgesetzt wird;
- 6° ein ärztliches Attest zur Bescheinigung, dass das in Artikel 7 § 3, Absatz 2 Ziffer 4° erwähnte Kind am Tag der neusten Registrierung eines Berichts des Auditors seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird.

Was Absatz 1 Ziffer 2° betrifft, wenn die Antragsteller Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, müssen sie eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn diese Einkünfte nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst worden wären;

§ 3. Nach Einreichung eines vollständigen Prämienantrags nach Artikel 9, bewirkt die in Artikel 8 § 1 genannte Registrierung des Auditberichts den Antrag auf Auszahlung der Prämie für das Auditbericht.

§ 4. Nach Einreichung eines Prämienantrags nach Paragraph 1 erlaubt die Registrierung des Berichts über die Überwachung der Arbeiten nach Artikel 8 § 2 die Auszahlung der Prämien über die Überwachung der Arbeiten und die im besagten Bericht überprüften Investitionen, wenn:

- 1° der Antragsteller aktualisiert die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Daten am Tag der Registrierung des Berichts über die Überwachung der Arbeiten;
- 2° der Antragsteller legt die Rechnungen bezüglich der Investitionen vor, für welche eine Prämie beantragt wird.

§ 5. Außer bei einer technischen oder organisatorischen Unmöglichkeit holt die Verwaltung die Daten bezüglich des Kindergelds unmittelbar bei den Kinderzulagenkassen, die Daten bezüglich des Einkommens bei dem FÖD Finanzen, die Daten bezüglich der Haushaltszusammensetzung bei dem FÖD Inneres und die Daten bezüglich der Behinderung bei dem FÖD soziale Sicherheit ein. Im Falle einer technischen oder organisatorischen Unmöglichkeit verlangt die Verwaltung diese Informationen von dem Antragsteller.

Art. 11. § 1. Die Verwaltung richtet an den Antragsteller eine Empfangsbestätigung des Prämienantrags innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Empfangsdatum des Prämienantrags nach Artikel 9 und des Antrags auf Auszahlung nach Artikel 10, § 4 innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Datum der Registrierung des Überwachungsberichts.

§ 2. Ab dem Empfang eines vollständigen Antrags verfügt die Verwaltung über sechzig Tagen, um dem Antragsteller seine Entscheidung mitzuteilen.

§ 3. Wenn der Antrag nicht vollständig ist, verlangt die Verwaltung die Ergänzungen innerhalb von sechzig Tagen nach der in § 1 erwähnten Empfangsbestätigung. Zur Übermittlung der gesamten verlangten Unterlagen verfügt der Antragsteller über eine Frist von sechzig Tagen ab dem Tag nach dem Empfang des von der Verwaltung gerichteten Antrags auf ergänzende Unterlagen.

§ 4. Falls die beantragten Unterlagen nicht innerhalb der in Paragraph 3 vorgeschriebenen Frist übermittelt worden sind, bewirkt dies die Ablehnung des Antrags.

KAPITEL III — Beschwerde

Art. 12. § 1. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von 30 Tagen ab der Zustellung des Beschlusses, um gegen eine Ablehnung des Antrags oder gegen den Betrag der Prämie eine Beschwerde bei der Verwaltung per Einschreiben einzulegen.

Die Verwaltung richtet an den Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen nach Empfang der Beschwerde eine Empfangsbestätigung der Beschwerde.

§ 2. Binnen sechzig Tagen nach der Empfangsbestätigung fordert die Verwaltung den Antragsteller auf, ihr alle Dokumente und Belege zu übermitteln, die sie zur Neuüberprüfung der Akte als notwendig betrachtet. Werden die angeforderten Elemente binnen der Frist von sechzig Tagen nicht übermittelt, so wird der anfängliche Beschluss bestätigt.

§ 3. Die Verwaltung fasst ihren Beschluss binnen drei Monaten nach dem Empfang aller für die Neuüberprüfung des Antrags notwendigen Dokumente.

§ 4. Im Falle einer in Artikel 36 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung vorgesehenen Kontrolle wird die in Paragraph 3 genannte Frist ausgesetzt.

§ 5. Falls innerhalb der in Paragraph 3 erwähnten Frist dem Antragsteller kein Beschluss zugestellt worden ist, gilt die Prämie als gewährt.

KAPITEL IV — Kontrolle

Art. 13. Die Verwaltung verfügt über eine Frist von fünf Jahren ab dem Tag nach demjenigen der Auszahlung des Betrags der Prämie, um die Übereinstimmung des Antrags mit den im vorliegenden Erlass festgelegten Gewährungsbedingungen zu prüfen.

KAPITEL V — Datenschutz

Art. 14. Die Verwaltung und der Auditor sind, jeder in seinem Bereich, verantwortlich für die Verarbeitung im Sinne der DSGVO für die Datenverarbeitung personenbezogener Daten, die im Rahmen der Gewährung der Prämien, nämlich zur Erstellung eines Audits, der Berichte über die Überwachung der Arbeiten, zur Überprüfung der Übereinstimmung des Antrags mit den Gewährungsbedingungen, zur Gewährung der Prämie sowie ggf. zur Eintreibung der unberechtigterweise ausgezahlten Prämien notwendig sind.

Art. 15. Die von den Verantwortlichen der Verarbeitung erlangten Daten werden nicht länger gespeichert, als es für die Zwecke ihrer Verarbeitung nötig ist, mit einer höchsten Speicherfrist, die den 31. Dezember des Jahres, im Laufe dessen alle in der Zuständigkeit der Verantwortlichen der Verarbeitung nach Artikel 14 fallenden Aktionen verjähren, und ggf. die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge erfolgt, sowie die damit verbundenen Verfahren und administrativen bzw. gerichtlichen Beschwerden endgültig aufhören, nicht überschreiten darf.

Art. 16. Die in Artikel 14 genannten Verantwortlichen für die Verarbeitung ergreifen die notwendigen fachgerechten Maßnahmen, damit alle personenbezogenen Daten, die sich aus den gesammelten Dokumenten ergeben, sowohl physisch als auch im EDV-Bereich, im Rahmen der Anwendung des vorliegenden Erlasses auf sichere Weise gespeichert oder ausgetauscht werden.

KAPITEL VI — Schlussbestimmungen

Art. 17. In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018, durch den für jeden Mietvertragstyp die Anhänge festgelegt werden, sowie die Liste der Arbeiten zur Energieeinsparung und die Liste der juristischen Personen, denen erlaubt wird, in Ausführung des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag den gleitenden Mietvertrag anzuwenden, werden die Wörter "die Arbeiten, für die eine Prämie gemäß Artikel 6 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert, gewährt werden kann" durch die Wörter "die Investitionen, für die eine Prämie im Sinne von Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung gewährt werden kann" ersetzt.

Art. 18. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Januar 2018, wird aufgehoben.

Art. 19. Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. März 2015 zur Einführung einer Prämienregelung für Privatpersonen, die Energieeinsparungen sowie die Renovierung von Wohnungen fördert, findet jedoch weiterhin Anwendung auf die Antragsteller, die gemäß dessen Artikel 16 vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Vorankündigung eingereicht haben.

In Abweichung von Absatz 1 können die Antragsteller die Anwendung des vorliegenden Erlasses beantragen, wenn die Rechnung der in der Vorankündigung aufgeführten Investitionen nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurde, und wenn die Investitionen die Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllen.

Die Antragsteller, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Vorankündigung für die Erstellung eines Energieaudits eingereicht haben, können die Prämie für diese Investition beantragen, wenn sie ein Audit gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses vornehmen.

Art. 20. Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2019 in Kraft und findet Anwendung auf jegliche Prämienantrag für einen Auditbericht, einen Bericht über die Überwachung der Arbeiten und über Investitionen, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses stattfindet.

Art. 21. Der Minister für Energie und die Ministerin für Wohnungswesen werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. April 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

Anhang

Berichte und Investitionen, für welche eine Prämie gewährt werden kann:

- 1° der Auditbericht;
 - 2° der Bericht über die Überwachung der Arbeiten;
 - 3° die Dacharbeiten:
 - a) Ersetzung der Dachhaut
 - b) Anpassung des Tragwerks;
 - c) Ersetzung einer Vorrichtung zum Auffangen und Ableiten des Regenwassers, mit Ausnahme der Speichervorrichtungen;
 - 4° die Arbeiten, um die Mauern und den Boden auszutrocknen, zu stabilisieren und gesund zu machen:
 - a) Austrocknung der Wände zur Behebung folgender Dichtigkeitsmängel:
 - (1) Einsickerung (Außenwand);
 - (2) aufsteigende Feuchtigkeit (Wandsockel);
 - b) Verstärkung baufälliger Außenmauern oder Abbruch und völliger Neubau dieser Mauern;
 - c) Ersetzung der Tragstrukturen (Bodenbalken, Hourdiplatten usw.) der Gehflächen eines oder mehrerer Räume, einschließlich der Ersetzung der Gehflächen und Zwischenlagen sowie der Fußleisten infolge der Ersetzungsarbeiten;
 - d) Arbeiten zur Beseitigung von Hausschwamm oder jedem sonstigen Pilz mit vergleichbaren Auswirkungen durch Ersetzung oder Behandlung der befallenen Bauteile;
 - e) Arbeiten zur Beseitigung von Radon nach den Empfehlungen der von den zuständigen Behörden verfassten Berichte.
 - 5° Anpassung der Strom- und Gasversorgungsanlage;
 - 6° Wärmeisolierung des Dachs oder Dachbodens, die in direktem Kontakt mit einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen;
 - 7° Wärmeisolierung der Wände, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen;
 - 8° die Wärmeisolierung des Bodens oder der Fußböden, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen, einschließlich der Ersetzung der Gehflächen und Zwischenlagen sowie der Fußleisten infolge der Ersetzungsarbeiten;
 - 9° Ersetzung des Außenholzwerks oder der Verglasungen, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder mit einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen;
 - 10° Einrichtung einer der folgenden Anlagen zur Heizung und/oder Brauchwarmwasserbereitung:
 - a) Wärmepumpe für Brauchwarmwasser;
 - b) Wärmepumpe für Heizung oder kombinierte Wärmepumpe;
 - c) Biomasse-Heizkessel;
 - d) solarer Warmwasserbereiter;
 - e) lokaler Biomasseofen;
 - 11° Installation eines der folgenden Lüftungssysteme:
 - a) Belüftungssystem, einfacher Fluss;
 - b) mechanisches Belüftungssystem mit Doppelfluss mit Wärmerückgewinnung;
 - 12° Erhöhung der Luftdichtheit;
 - 13° Erhöhung der Produktionsleistungen, Verbesserung der Verteilung, Lagerung, Wärmeausstrahlung und Regulierung der Heizanlagen, mit Ausnahme der Ersetzung, der Regelung oder der Wartung der Geräte mit flüssigem oder gasförmigem Treibstoff und deren Verbrennungsorgane;
 - 14° Erhöhung der Produktionsleistungen, Verbesserung der Verteilung, Lagerung und Regulierung der Anlage von Brauchwarmwasser, mit Ausnahme der Ersetzung, der Regelung oder der Wartung der autonomen oder kombinierten Produktionsanlagen mit flüssigem oder gasförmigem Treibstoff und deren Verbrennungsorgane;
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung beigefügt zu werden.

Namur, den 4. April 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203007]

4 APRIL 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een premieregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premieregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 tot vaststelling van de bijlagen voor elke type huurovereenkomsten, de lijst van de energiebesparende werken en de lijst van de rechtspersonen die gemachtigd zijn om de glijdende huurovereenkomst toe te passen in uitvoering van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2018;

Gelet op het rapport van 3 juli 2018, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 30/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 februari 2019;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 4 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 9^o tot 22^o*bis*, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het advies van de beleidsgroepen "Energie" en "Huisvesting", gegeven op 20 september 2018;

Op de voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder:

1^o Administratie: de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

2^o audit: de audit zoals bepaald in artikel 2, 3^o, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

2^o auditeur: de auditeur die erkend is overeenkomstig de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

4^o aanvrager: de natuurlijke persoon ingeschreven in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister en die bouwheer is van de investeringen overeenkomstig besluit;

5^o kind ten laste: het kind voor wie op de datum van de recentste registratie van een rapport door de auditeur geen kinder- of wezenbijslag wordt verleend aan een lid van het gezin van de aanvrager of dat ten minste in gelijke mate wordt gehuisvest door de aanvrager of een lid van zijn gezin;

6^o registratie: de indiening van het auditrapport of van het rapport over de opvolging van de werken door de auditeur in de dadabank die hun door de Administratie ter beschikking wordt gesteld overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

7^o ondernemer: de persoon die de krachtens dit besluit in aanmerking komende investeringen uitvoert en die ze aan de aanvrager factureert;

8^o investering: ieder krachtens dit besluit in aanmerking komend werk of prestatie uitgevoerd door een ondernemer;

9^o kilowattuur (hierna "kWh): de eenheid van de hoeveelheid energie;

10^o Ministers: de Ministers van Huisvesting en Energie;

11^o auditrapport: het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 15, §§ 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

12^o rapport over de opvolging van werken: het rapport opgesteld overeenkomstig artikel 15, §§ 2 en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning en dat aanleiding geeft tot de vereffening van de premie betreffende de geverifieerde investeringen;

18^o AVG: de Europese Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

14^o gezamenlijk belastbare inkomens: de inkomens die betrekking hebben op het voorlaatste volledige jaar voorafgaand aan de datum van de recentste registratie van het door de auditeur opgestelde auditrapport of rapport over de opvolging van de werken zoals vermeld in het/de aanslagbiljet/tten van het gezin of de buitenlandse tegenhanger daarvan.

HOOFDSTUK II. — *Premies voor auditrapporten, rapporten over de opvolging van de werken en investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning of een gebouw dat aanvankelijk niet voor bewoning is bestemd maar waarin werken worden uitgevoerd om er één of meerdere woningen op te richten*-0

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 2. Dit besluit wijkt af van hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2007 tot vaststelling van de minimale gezondheidsnormen, de overbevolkingsnormen en houdende de in artikel 1, 9° tot 22° bis, van de Waalse Huisvestingscode bedoelde begripsomschrijvingen.

Art. 3. § 1. De premies bedoeld in dit besluit worden voorbehouden voor de aanvrager die minstens 18 jaar oud is of de ontvoogde minderjarige die:

1° houder is van een zakelijk recht op de woning of de woning die aanvankelijk niet voor bewoning is bestemd maar waarin werken worden uitgevoerd om er één of meerdere woningen, die het voorwerp uitmaken van de premie-aanvraag, op te richten;

2° uiterlijk binnen 24 maanden, te rekenen van de datum van de registratie van het eerste rapport over de opvolging van de werken, één van de volgende voorwaarden vervult of zich ertoe verbindt ze te vervullen:

a) de woning als hoofdverblijfplaats bewonen gedurende een minimumtermijn van 5 jaar;

b) de woning via een beheersmandaat gedurende minstens negen jaar ter beschikking stellen van een sociaal vastgoedagentschap, van een openbare huisvestingsmaatschappij of elke andere instelling, aangewezen door de Minister;

c) de gehele woning kosteloos en als hoofdverblijfplaats ter beschikking stellen van een bloed- of aanverwant tot en met de tweede graad gedurende een minimumtermijn van één jaar;

d) de woning gedurende een minimumtermijn van vijf jaar verhuren door middel van een geregistreerde huurovereenkomst, met inachtneming de indicatieve huurprijzenrooster vastgesteld overeenkomstig artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst.

§ 2. De in § 1, 2°, bedoelde voorwaarden zijn niet toepasselijk op de aanvrager die een premie alleen voor een auditrapport aanvraagt.

Art. 4. § 1. Onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden en binnen de grenzen van de beschikbare kredieten worden premies toegekend voor het opstellen van een auditrapport, van rapporten over de opvolging van werken en voor de uitvoering van investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, zoals aangegeven in het auditrapport of het rapport over de opvolging van de werken.

§ 2. De woning of het gebouw dat aanvankelijk niet voor bewoning is bestemd maar waarin werken worden uitgevoerd om er één of meerdere woningen op te richten, die het voorwerp uitmaken van een audit of investeringen waarvoor het Gewest een premie toekent, is vanaf de datum van de registratie van het auditrapport ouder dan 15 jaar, is in het Waalse Gewest gelegen en is hoofdzakelijk voor bewoning bestemd.

3. Voor dezelfde investering mag de krachtens dit besluit toegekende premie niet gecumuleerd worden met een andere steun toegekend door het Waalse Gewest.

§ 4. Behoudens andersluidende bepaling worden de investeringen in hun geheel door een ondernemer verricht, die bij de Kruispuntbank der Ondernemingen is ingeschreven.

Als de Regering een label voor de ondernemers creëert en de modaliteiten voor de toekenning van deze label vaststelt, worden de in aanmerking komende investeringen in hun geheel uitgevoerd door een gelabelliseerde ondernemer. Dit lid is niet van toepassing op de auditeur.

Afdeling 2. — In aanmerking komende investeringen en rapporten

Art. 5. De in de bijlage vermelde rapporten en investeringen komen in aanmerking voor de toekenning van een premie.

Art. 6. § 1. De opstelling van een auditrapport is verplicht en moet aan de uitvoering van de investeringen voorafgaan. Deze investeringen kunnen pas na de registratie van een rapport over de opvolging van de werken bestemd om de uitvoering van de verplichte investeringen en de naleving van de in het auditrapport vastgestelde hiërarchie te verifiëren, het voorwerp uitmaken van een premie-aanvraag.

§ 2. De investeringen worden binnen zeven jaar na de registratie van het auditrapport verricht.

De overeenstemmende rapporten over de opvolging van de werken worden binnen acht jaar na de registratie van het auditrapport geregistreerd.

§ 3. De aanvrager die eigenaar is van een woning verhuurd binnen zes jaar na de datum van registratie van het auditrapport, leeft de indicatieve huurprijzenrooster vastgesteld in uitvoering van artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst na.

§ 4. De Minister stellen de minimumeisen inzake veiligheid, waterdichtheid en stabiliteit vast, waaraan de woning die het voorwerp van de premies uitmaakt, moet voldoen, en bepalen de technische voorwaarden die de in aanmerking komende investeringen moeten naleven, onverminderd de in de bijlage bepaalde criteria.

Afdeling 3. — Bepaling van het premiebedrag

Art. 7. § 1. De Ministers bepalen:

1° de basisbedragen van elke premie die berekend worden naar gelang van de bespaarde KWh of op basis van een forfaitair bedrag, ongeacht de inkomens van de aanvrager;

2° het bedrag van de verhoging naar gelang van de gebruikte materialen of techniek.

§ 2. De in § 3 vastgestelde gezamenlijk belastbare inkomens van het gezin van de aanvrager vallen onder één van de volgende categorieën:

Inkomenscategorie	Inkomens zoals voorzien in paragraaf 3
R1	≤ 23.000 EUR
R2	tussen 23.000,01 en 32.700 EUR
R3	tussen 32.700,01 en 43.200 EUR
R4	tussen 43.200,01 en 97.700 EUR
R5	> 97.700 EUR

De bedragen die de inkomenscategorieën afbakenen, worden geïndexeerd overeenkomstig de indexeringsmodaliteiten bedoeld in artikel 203 van het Waals Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen.

§ 3. Voor de berekening van de inkomens bedoeld in paragraaf 2:

1° wordt rekening gehouden met de gezamenlijk belastbare inkomens van het gezin van de aanvrager en van de personen met wie hij doorgaans samenleeft, ongeacht of er banden van verwantschap tussen hen bestaan, waarbij verwanten in de opgaande en de dalende lijn en bloedverwanten in de zijlijn van de tweede graad van de aanvrager uitgesloten zijn, op grond van de samenstelling van het gezin;

2° wordt een som van 5.000 euro per kind ten laste in de zin van dit besluit afgetrokken.

In het geval vermeld in het eerste lid, 2°, wordt als bijkomend kind ten laste beschouwd:

1° iedere persoon van het gezin van de aanvrager erkend als persoon met een handicap;

2° iedere persoon erkend als persoon met een handicap, die op weg is om gedomicilieerd te zijn in de woning van de aanvrager en die een verwantschapsband tot in de derde graad heeft met één van de personen van het gezin van de aanvrager;

3° het kind ten laste erkend als persoon met een handicap of voor wie de aanvrager of een lid van zijn gezin gezinsbijslagen voor weeskinderen ontvangt;

4° het ongeboren kind, d.w.z. het kind verwekt sinds ten minste negentig dagen vanaf de datum van de recentste registratie van een rapport door de auditeur;

5° de bloedverwant van de aanvrager tot in de derde graad, die gedomicilieerd is of op weg is om gedomicilieerd te zijn in de woning van de aanvrager, of de persoon met wie de bloedverwant gehuwd is/is geweest of doorgaans samenleeft (heeft samengeleefd), voor zover één van die personen minstens zestig jaar oud is.

Als persoon met een handicap erkend wordt, de minder- of meerjarige persoon met aanzienlijk beperkte capaciteiten inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces ten gevolge van een krenking van het geestelijk, sensorieel of lichamelijk vermogen, overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 7 september 2000 tot bepaling van het begrip "persoon met een handicap" in de zin van artikel 1, 33°, van de Waalse Huisvestingscode.

§ 4. De overeenkomstig de §§ 1 tot 3 vastgestelde basisbedragen van elke premie worden vermenigvuldigd door de volgende coëfficiënt:

1° voor de inkomenscategorie R1: 6,00;

2° voor de inkomenscategorie R2: 4,00;

3° voor de inkomenscategorie R3: 3,00;

4° voor de inkomenscategorie R4: 2,00;

5° voor de inkomenscategorie R5: 1,00.

§ 5. Het bedrag van de premie toegekend voor de uitvoering van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning mag in geen geval hoger zijn dan 70 % B.T.W. inclusief van het bedrag van de facturen betreffende deze investeringen.

Afdeling 4. — Procedure voor de indiening van een aanvraag voor premies voor de opstelling van een auditrapport, van de rapporten over de opvolging van de werken en voor de uitvoering van investeringen

Art. 8. § 1. Vóór de uitvoering van de investeringen verzoekt de aanvrager om het bezoek van de auditeur om een auditrapport op te stellen.

§ 2. Na de investeringen van een werkenpakket zoals bepaald in artikel 2, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende audit van een woning te hebben uitgevoerd met inachtneming van de hiërarchie die in het auditrapport is vastgesteld, verzoekt de aanvrager de auditeur of de Administratie om een rapport over de opvolging van de werken op te stellen overeenkomstig artikel 15, §§ 2 en 4 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning.

Een rapport over de opvolging van de werken kan slechts door de Administratie opgesteld worden indien de hiërarchie van de werkenpakketten en de kenmerken van de werken bedoeld in het auditrapport niet worden gewijzigd overeenkomstig artikel 5, § 3, 2° en 4° van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning.

Art. 9. De aanvrager dient een volledige premie-aanvraag bij de Administratie in binnen vier maanden na de registratie van het in artikel 8, § 1, bedoelde auditrapport. De premie-aanvraag dekt:

1° het auditrapport;

2° de rapporten over de opvolging van de werken;

3° de in het auditrapport vermelde in aanmerking komende investeringen.

Art. 10. § 1. De in artikel 9 bedoelde premie-aanvraag wordt als volledig beschouwd als ze de volgende gegevens bevat:

1° het behoorlijk ingevulde formulier en de behoorlijk ingevulde bijlagen ervan die bij de Administratie beschikbaar zijn;

2° een afschrift van de factuur van het auditrapport;

3° een door de aanvrager ondertekende verklaring op erewoord waaruit blijkt dat:

a) hij de in artikel 3 bedoelde voorwaarden naleeft en zich ertoe verbindt ze na te leven;

b) de investeringen die het voorwerp uitmaken van de premie-aanvraag met inachtneming van de regels inzake stedenbouw uitgevoerd worden;

c) hij, in geval van verhuring binnen zeven jaar na de datum van registratie van het auditrapport, zich ertoe verbindt de indicatieve huurprijzenrooster vastgesteld in uitvoering van artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst na te leven;

4° een door de aanvrager verstrekte informatie betreffende de rechtstreekse verzameling bij authentieke bronnen van andere Administraties of instellingen van de gegevens die nodig zijn voor het onderzoek van zijn verzoek.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd en om in aanmerking te komen voor de in artikel 7, § 4, bedoelde vermenigvuldigingscoëfficiënt, bevat de in artikel 9 bedoelde aanvraag naast de in § 1 bedoelde gegevens, de volgende gegevens:

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager op de datum van de recentste registratie van een rapport door de auditeur;

2° voor elk lid van het gezin, met uitzondering van de verwanten in de opgaande en de dalende lijn en bloedverwanten in de zijlijn van de tweede graad van de aanvrager, dat een aangifte van de personenbelasting doet, een afschrift van het aanslagbiljet betreffende de inkomens van het voorlaatste volledige jaar dat aan de datum van de recentste registratie van een rapport door de auditeur voorafgaat of bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk op grond waarvan de inkomens kunnen worden bepaald;

3° een attest (de attesten) betreffende de gezinsbijslagen ontvangen door het gezin, behoorlijk ingevuld, m.i.v. de noodzakelijke vermeldingen ten gunste van de toepassing van artikel 7, § 3, door het Kinderbijslagfonds, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;

4° een van minder dan twee maanden gedateerd attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid waarbij de hoedanigheid van persoon met een handicap overeenkomstig artikel 7, § 3, derde lid, wordt vastgesteld en waarbij het erkende percentage van de handicap wordt bepaald;

5° het vonnis of de overeenkomst tot vaststelling van de gelijkmatig verdeelde huisvesting van het kind bedoeld in artikel 1, 5°;

6° een medisch attest dat de bevruchting van het kind bedoeld in artikel 7, § 3, tweede lid, 4°, vaststelt gedurende ten minste negentig dagen vanaf de datum van de recentste registratie van het rapport van de auditeur.

Wat het eerste lid, 2°, betreft, moeten de aanvragers die wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van nationale belastingen een attest overleggen van de schuldenaar van de inkomens met melding van het totaalbedrag van de ontvangen wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten opdat de belastbare grondslag bepaald kan worden, zoals hij zich zou hebben voorgedaan indien de bedoelde inkomens aan de belasting onderworpen geweest zouden zijn onder het stelsel van het gemene recht.

§ 3. Na de indiening van een volledige premie-aanvraag zoals vastgesteld in artikel 9 geeft de registratie van het auditrapport bedoeld in artikel 8, § 1, aanleiding tot de aanvraag tot vereffening van de premie betreffende het auditrapport.

§ 4. Na de indiening van de premie-aanvraag zoals bepaald in § 1, maakt de registratie van het rapport over de opvolging van de werken bedoeld in artikel 8, § 2, de vereffening van de premies betreffende het rapport over de opvolging van de werken en de in bedoeld rapport geverifieerde investeringen mogelijk indien:

1° de aanvrager de in de §§ 1 en 2 bedoelde gegevens op de datum van de registratie van het rapport over de opvolging van de werken bijwerkt;

2° de aanvrager de facturen betreffende de investeringen waarvoor een premie wordt aangevraagd, overlegt.

§ 5. Tenzij dit technisch of organisatorisch onmogelijk is, verzamelt de Administratie rechtstreeks de gegevens betreffende de kinderbijslagen bij de Kinderbijslagfondsen, de gegevens betreffende de inkomens bij de FOD Financiën, de gegevens over de samenstelling van het gezin bij de FOD Binnenlandse Zaken en de gegevens betreffende de handicap bij de FOD Sociale Zekerheid. Tenzij dit technisch of organisatorisch onmogelijk is, vraagt de Administratie de aanvrager om deze informatie.

Art. 11. § 1. De Administratie verstrekt de aanvrager een ontvangstbewijs van de premie-aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst van de premie-aanvraag bedoeld in artikel 9 en van de vereffeningsaanvraag bedoeld in artikel 10, § 4, binnen vijftien dagen na de registratie van het opvolgingsrapport.

§ 2. Na ontvangst van een volledige aanvraag, beschikt de Administratie over zestig dagen om haar beslissing aan de aanvrager te betekenen.

§ 3. Als de aanvraag onvolledig is, vraagt de Administratie de aanvullende stukken binnen zestig dagen na het in § 1 bedoelde ontvangstbewijs. De aanvrager beschikt over een termijn van zestig dagen vanaf de dag na ontvangst van het verzoek om aanvullende informatie van de Administratie om alle gevraagde documenten over te maken.

§ 4. Indien de door de Administratie gevraagde documenten niet binnen de in § 3 genoemde termijn worden verstrekt, wordt het verzoek afgewezen.

HOOFDSTUK III. — *Beroep*

Art. 12. § 1. De aanvrager beschikt over een termijn van dertig dagen na de betekening van de beslissing om een beroep tegen de weigering van de aanvraag of tegen het bedrag van de premie bij aangetekend schrijven bij de Administratie in te dienen.

De Administratie richt binnen vijftien dagen na de datum van ontvangst van het beroep een ontvangstbewijs van het beroep aan de aanvrager.

§ 2. Binnen zestig dagen na het ontvangstbewijs verzoekt de Administratie de aanvrager alle documenten en bewijsstukken over te leggen die zij noodzakelijk acht voor het onderzoek van de aanvraag. Bij gebrek aan overmaking van de aangevraagde elementen binnen een termijn van zestig dagen wordt de oorspronkelijke beslissing bevestigd.

§ 3. De Administratie beslist binnen drie maanden na ontvangst van het geheel van de elementen die nodig zijn voor het heronderzoek van de aanvraag.

§ 4. In geval van controle bedoeld in artikel 36 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, wordt de in § 3 bedoelde termijn opgeschort.

§ 5. Indien de beslissing niet binnen de in § 3 bedoelde termijn aan de aanvrager wordt medegedeeld, wordt ervan uitgegaan dat beslist is om de premie te verlenen.

HOOFDSTUK IV. — *Controle*

Art. 13. De Administratie beschikt over een termijn van vijf jaar, die ingaat de dag waarop het bedrag van de premie wordt betaald, om na te gaan of de aanvraag voldoet aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Bescherming van de gegevens*

Art. 14. De Administratie en de auditeur zijn, ieder wat hem betreft, de verantwoordelijken voor de verwerking in de zin van de AVG voor de verwerking van de persoonsgegevens die nodig zijn voor de toekenning van premies, namelijk de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken, de verificatie van de overeenstemming van de aanvraag met de toekenningsvoorwaarden, de toekenning van de premie en, in voorkomend geval, de terugvordering van de onverschuldigd betaalde premies.

Art. 15. De gegevens verkregen door de verantwoordelijken voor de verwerking worden niet langer bewaard dan noodzakelijk voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt met een maximale bewaartermijn die verstrijkt op 31 december van het jaar volgend op het jaar waarin de verjaring plaatsvindt van alle handelingen die tot de bevoegdheid van de verwerkingsverantwoordelijken vermeld in artikel 14 behoren en, in voorkomend geval, waarin de volledige betaling van alle ermee verbonden bedragen, evenals de definitieve beëindiging van de ermee verbonden procedures en administratieve en gerechtelijke beroepen, is geschied.

Art. 16. De in artikel 14 bedoelde verantwoordelijken voor de verwerking nemen de nodige en passende maatregelen opdat alle persoonsgegevens voortkomende van de verzamelde documenten, op een beveiligde wijze, zowel fysiek als op informaticagebied, worden bewaard of uitgewisseld in het kader van de toepassing van dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 17. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 tot vaststelling van de bijlagen voor elke type huurovereenkomsten, de lijst van de energiebesparende werken en de lijst van de rechtspersonen die gemachtigd zijn om de glijdende huurovereenkomst toe te passen in uitvoering van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst worden de woorden "de werken die voor de toekenning van een premie in aanmerking komen in de zin van artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premiereregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen" vervangen door de woorden "de werken die voor de toekenning van een premie in aanmerking komen in de zin van artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning".

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premiereregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 januari 2018, wordt opgeheven.

Art. 19. Het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2015 tot invoering van een premiereregeling voor particulieren ter bevordering van energiebesparingen en renovatie van woningen blijft nochtans van toepassing voor de aanvragers die een voorafgaande waarschuwing overeenkomstig artikel 16 ervan vóór de inwerkingtreding van dit besluit hebben ingediend.

In afwijking van het eerste lid kunnen de aanvragers om de toepassing van dit besluit verzoeken indien de factuur van de in de voorafgaande waarschuwing genoemde investeringen na de inwerkingtreding van dit besluit valt en indien zij voldoen aan de voorwaarden van dit besluit.

De aanvragers die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een voorafgaande waarschuwing met betrekking tot de uitvoering van een energieaudit hebben ingevoerd, kunnen de premie betreffende deze investering aanvragen indien ze overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning een audit uitvoeren na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019 en is van toepassing op iedere aanvraag van premies betreffende een auditrapport, een rapport over de opvolging van werken en investeringen die na de inwerkingtreding van dit besluit valt.

Art. 21. De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 4 april 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203008]

2 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code de la Fonction publique wallonne en ce qui concerne les missions critiques

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu le protocole de négociation n° 716 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 22 février 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 18 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;